

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 01/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Sea\_Invest**

Zone industrielle portuaire  
Quai minéralier\_Darse n°2  
CS 10068  
34200 Sète

Références : UD34/H4/2026-042  
Code AIOT : 0006601275

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement Sea\_Invest implanté Zone industrielle portuaire Quai minéralier\_Darse n°2 CS 10068 34200 Sète. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée suite à l'information d'un projet porté par un autre industriel visant une parcelle de l'arrêté préfectoral n° 2019-I-1170 du 11 septembre 2019 de SEA-Invest. L'inspection concerne le statut administratif des installations de Sea-Invest ainsi que leur périmètre.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sea\_Invest
- Zone industrielle portuaire Quai minéralier\_Darse n°2 CS 10068 34200 Sète
- Code AIOT : 0006601275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Sea-Invest est un opérateur de terminaux portuaires spécialisé dans la manutention portuaire, le transport intra-portuaire et l'entreposage portuaire de vrac industriels secs, de fruits & denrées alimentaires, de marchandises conventionnelles et de conteneurs. Il est présent, sur le plan mondial, dans 25 ports dont celui de Sète. L'établissement relève du régime de l'autorisation simple et son fonctionnement est encadré par l'arrêté préfectoral n°2017-I-425 du 6 avril 2017 modifié par les arrêtés préfectoraux du 11 septembre 2019, du 26 mai 2020, du 10 juillet 2020 et la lettre préfectorale du 3 mars 2023.

L'établissement Sea-Invest de Sète emploie actuellement 34 salariés en équivalent temps plein.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	EDD	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bâtiment H14	Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 2	Sans objet
2	empotage d'explosifs	Arrêté Préfectoral du 26/05/2020, article 2	Sans objet
3	Bâtiment H4	Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 2	Sans objet
4	stockage de nitrate d'ammonium technique	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 8.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les diverses cessations d'activités et abandons de projets entraînent la suppression ou la caducité de certaines prescriptions des différents arrêtés préfectoraux applicables aux installations. Les prescriptions applicables aux installations sont consignées dans un arrêté préfectoral unique joint en annexe de ce rapport. Conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'exploitant dispose de 15 jours pour formuler par écrit ses observations sur ce projet d'arrêté

préfectoral complémentaire.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bâtiment H14

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 11/09/2019, article 2		
<b>Thème(s)</b> : Situation administrative, bâtiment H14		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<b>AP du 11 septembre 2019</b>		
<b>ARTICLE 2 - PORTEE DE L'AUTORISATION</b>		
Les prescriptions ci-dessous de l'arrêté préfectoral du 06/04/17 sont modifiées par les prescriptions placées en annexe du présent arrêté comme récapitulé dans le tableau suivant :		
Prescriptions initiales	Actions	Prescriptions en annexe du présent arrêté
Article 1.2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Annulées et remplacées par	Article 1.2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Article 1.2.2 - Situation de l'établissement	Annulées et remplacées par	Article 1.2.2- Situation de l'établissement
Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées	Annulées et remplacées par	Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées
Titre I : Portée de l'autorisation et conditions générales	Complété par	Chapitre 1.7 - Garanties financières
Article 4.3.3 - Traitement des eaux pluviales	Annulées et remplacées par	Article 4.3.3 - Traitement des eaux pluviales

Article 7.3.3 - Caractéristiques minimales des voies	Annulées et remplacées par	Article 7.3.3 - Caractéristiques minimales des voies
Article 7.7.2 - Rétentions	Annulées et remplacées par	Article 7.7.2 - Rétentions
Article 7.8.2 - Moyens d'intervention	Annulées et remplacées par	Article 7.8.2 - Moyens d'intervention
Article 7.8.2 - Moyens d'intervention	Complété par	Article 7.8.2.1 - Points d'Eau Incendie
Titre 8 : Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement	Complété par	Chapitre 8.5 - Hangar H14

#### **Code de l'environnement**

R. 181-48

I. – L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et art.R. 214-97.

#### **Constats :**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2019 encadre l'autorisation d'exploitation du bâtiment H14. L'inspection constate que le bâtiment n'est pas construit et que l'activité d'entreposage du hangar H14 n'est pas mis en œuvre. Conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement l'arrêté du 11 septembre 2019 notifié le 13 septembre 2019 a cessé de produire son effet. L'exploitant ne sollicite pas de prolongation de délai. Il convient d'abroger les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2019. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport en ce sens.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** empotage d'explosifs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/05/2020, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, empotage d'explosifs

**Prescription contrôlée :**

**ARTICLE 2 - PORTÉE DE L'AUTORISATION**

Les prescriptions ci-dessous de l'arrêté préfectoral du 06/04/2017 sont modifiées par les prescriptions placées en annexe du présent arrêté comme récapitulé dans le tableau suivant :

Prescriptions initiales	Modifiées par	Actions	Prescriptions en annexe du présent arrêté
Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées en annexe de l'arrêté du 11 avril 2019	Annulées et remplacées par	Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Article 1.2.4 - Conformité du dossier de demande d'autorisation actualisé pour la partie relative à l'étude de dangers		Annulées et remplacées par	Article 1.2.4 - Conformité du dossier de demande d'autorisation actualisé pour la partie relative à l'étude de dangers
Titre 8 : Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement		Complété par	Chapitre 8.6 - Dispositions transit et d'empotage d'explosifs

**Constats :**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mai 2020 encadre l'exploitation d'empotage de produits explosifs. La lettre préfectorale du 3 mars 2023 prend acte du renoncement de l'exploitant à ses activités d'empotage d'explosifs. L'inspection constate que la zone AE mer ne comporte pas de produits explosifs. Il convient de supprimer les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mai 2020 à l'exception de l'article 1.2.4 qui prend acte des différents dossiers transmis par l'exploitant. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport en ce sens.

## N° 3 : Bâtiment H4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Bâtiment H4

Prescription contrôlée :

**ARTICLE 2 - PORTÉE DE L'AUTORISATION**

Les prescriptions ci-dessous de l'arrêté préfectoral du 06/04/2017 sont modifiées par les prescriptions placées en annexe du présent arrêté comme récapitulé dans le tableau suivant :

Prescriptions initiales	Modifiées par	Actions	Prescriptions en annexe du présent arrêté
Article 1.2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Article 1.2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées en annexe de l'arrêté du 26/05/2020	Annulées et remplacées par	Article 1.2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées	Article 1.2.3- Consistance des installations autorisées en annexe de l'arrêté du 11/09/2019	Annulées et remplacées par	Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées
Article 7.3.1 - Accès et circulation dans l'établissement		Annulées et remplacées par	Article 7.3.1 - Accès et circulation dans l'établissement
Article 7.8.2 - Moyens d'intervention	Article 7.8.2 - Moyens d'intervention en annexe de l'arrêté du 11/09/2019	Annulées et remplacées par	Article 7.8.2 - Moyens d'intervention

Chapitre 8.3 - Dispositions relatives aux silos de céréales, de grains		Complété par	Article 8.3.6 - Aménagement de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux installations relevant de la rubrique 2160 à Enregistrement
---	--	--------------	---

#### Constats :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2020 encadrent l'exploitation du hangar H4. L'inspection a constaté l'existence et l'utilisation du hangar H4. Il convient de conserver les prescriptions en supprimant les occurrences relatives aux installations H14, à l'empotage d'explosifs et au Nitrate d'ammonium technique (cf. point n° 4). Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport en ce sens. Dans le cadre du contradictoire, l'exploitant précise les quantités visées par la rubrique 2517 (station de transit de produits minéraux) et la rubrique 1532 (stockage de bois sec) qui ont fait l'objet de discussions lors de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : stockage de nitrate d'ammonium technique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 8.4

**Thème(s) :** Situation administrative, stockage de nitrate d'ammonium technique

#### Prescription contrôlée :

CHAPITRE 8.4 Dispositions relatives au stockage de nitrate d'ammonium technique

#### Constats :

La lettre préfectorale du 3 mars 2023 prend acte du renoncement de l'exploitant à ses activités de stockage de nitrate d'ammonium technique (NAT). L'inspection constate qu'il n'y a pas de NAT sur la zone AE mer. Il convient de supprimer les prescriptions relatives à ces activités dans l'arrêté préfectoral du 6 avril 2017. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport en ce sens.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : EDD

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51

**Thème(s) :** Risques accidentels, porter à connaissance risques technologiques

#### Prescription contrôlée :

**AM du 4 octobre 2010**



#### art.51

Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.

La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.

#### **AM du 29 septembre 2005**

##### article 11

L'exploitant intègre dans l'étude de dangers telle que prévue par l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement les cartographies délimitant les zones par type d'effets, agrégés par intensité, suivantes :

- les effets de surpression de classe de probabilité A, B, C et D ;
- les effets de surpression de classe de probabilité E ;
- les effets toxiques de classe de probabilité A, B, C et D ;
- les effets toxiques de classe de probabilité E ;
- les effets thermiques de classe de probabilité A, B, C et D ;
- les effets thermiques de classe de probabilité E.

Ces cartographies sont également fournies sous forme d'un document électronique géoréférencé conforme aux standards mentionnés au I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement.

##### article 12

Le préfet peut, à tout moment, demander à l'exploitant de l'installation de fournir les cartographies des phénomènes dangereux déjà établies, dans le cadre de l'étude de dangers ou de toute autre étude technique élaborée en application des dispositions du code de l'environnement, sous la forme de documents électroniques géoréférencés conformes aux standards mentionnés au I de l'article D. 181-15-2.

#### **Constats :**

L'étude de danger référencée 2009-05 v4, réalisée par SOCOTEC et datée du 16 novembre 2021 comporte des phénomènes dangereux qui n'ont plus lieu d'être compte tenu des modifications apportées aux installations (abandon du projet H14, arrêt de l'empotage d'explosif et arrêt du

<p>stockage de NAT). Les phénomènes dangereux et les cartographies de l'EDD doivent être mis à jour car ils ne sont plus représentatifs des activités présentes au sein des installations. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis la liste des phénomènes dangereux résiduels après la suppression des activités H14, empotage d'explosif et stockage NAT.</p> <p>Il convient que l'exploitant transmette une notice identifiant les éléments modifiés (notamment les cartographies prévues à l'article 11 de l'AM du 29 septembre 2005). Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport en ce sens.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre une notice identifiant les éléments modifiés conformément à l'article 51 de l'arrêté ministériel du 4 Octobre 2010.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>